

Les partenaires en Asie Centrale

L'OTAN cherche à approfondir sa coopération avec ses pays partenaires d'Asie centrale – le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. La politique de l'OTAN consiste notamment à resserrer les liens avec les régions stratégiquement importantes, dont la sécurité et la stabilité sont étroitement liées à la sécurité euro-atlantique en général. Chacun des cinq pays est susceptible d'influer favorablement sur le développement futur de l'Afghanistan, où l'Alliance est profondément engagée.

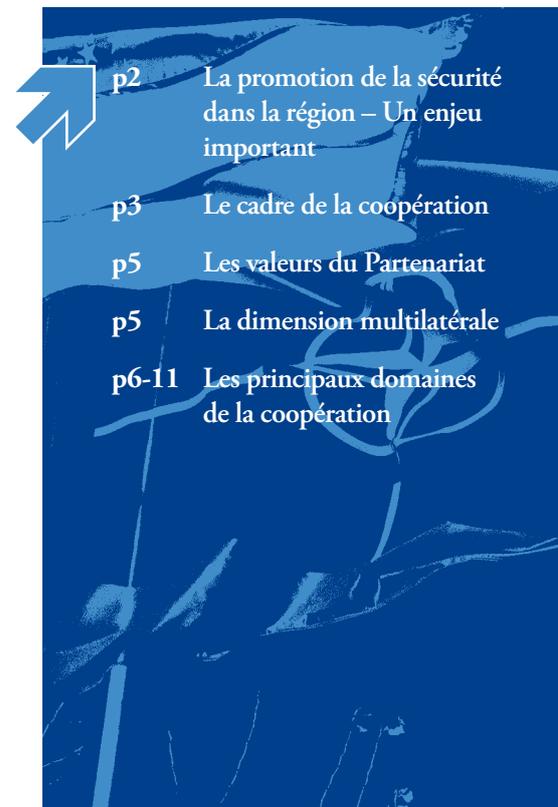
Le nouveau concept stratégique de l'OTAN, adopté au sommet de Lisbonne en novembre 2010, affirme que c'est dans le cadre d'un vaste réseau de partenariats avec des pays et des organisations dans le monde entier que la promotion de la sécurité euro-atlantique peut être assurée au mieux. Toujours à Lisbonne, une initiative ciblée a été lancée pour réformer la politique de partenariat de l'OTAN afin de rendre le dialogue et la coopération plus ouverts, plus adaptables et plus orientés stratégiquement. La nouvelle politique a été entérinée par les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance à la réunion qu'ils ont tenue à Berlin en avril 2011.

Les structures de partenariat et les programmes de coopération de l'OTAN offrent un cadre multilatéral propice au dialogue sur la sécurité et des possibilités de coopération bilatérale concrète dans de nombreux domaines avec les États membres de l'OTAN et d'autres pays partenaires. Cela encourage la transparence, instaure la confiance et aide à répondre aux défis de sécurité communs.

Les cinq pays d'Asie centrale ont été parmi les premiers participants au Conseil de coopération nord-atlantique. Le CCNA, créé en décembre 1991, a constitué la première étape d'un processus qui visait à établir des liens avec les anciens



Le secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen, accueille la présidente nouvellement élue de la République kirghize, Mme Roza Otunbayeva, au siège de l'OTAN le 28 février 2011. Mme Otunbayeva a réaffirmé l'intérêt de son pays pour un renforcement de la coopération avec l'OTAN.



- p2 La promotion de la sécurité dans la région – Un enjeu important
- p3 Le cadre de la coopération
- p5 Les valeurs du Partenariat
- p5 La dimension multilatérale
- p6-11 Les principaux domaines de la coopération

Le représentant spécial de l'OTAN pour le Caucase et l'Asie centrale

Au Sommet d'Istanbul, en juin 2004, les Alliés ont décidé de nommer un représentant spécial pour le Caucase et l'Asie centrale. Après M. Robert Simmons, à qui est échue en premier cette responsabilité, c'est actuellement M. James Appathurai, ancien porte-parole de l'OTAN, qui assume le mandat. Son rôle consiste à entretenir des relations de travail à un niveau élevé avec les dirigeants de la région afin de promouvoir la sécurité régionale et d'aider les partenaires à utiliser au mieux les outils du Partenariat.



M. Appathurai travaille en étroite collaboration avec les responsables régionaux et avec des collègues d'autres organisations internationales comme l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, contribuant ainsi à assurer des relations suivies pour que le travail s'effectue en complémentarité. Il est secondé, dans le Caucase et en Asie centrale, par deux agents de liaison, chacun en poste dans une région et jouant un rôle consultatif direct auprès des autorités gouvernementales appropriées pour la réalisation des objectifs de réforme définis dans les programmes de coopération avec l'OTAN.

membres du Pacte de Varsovie et à combler le fossé est-ouest. Cet organisme a ensuite été remplacé en 1997 par le Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA). Quatre de ces cinq pays ont rapidement tiré parti des possibilités qu'offrait l'adhésion au Partenariat pour la paix (PPP), puisqu'ils se sont associés à ce grand programme de coopération bilatérale concrète peu après sa création en 1994 (le Tadjikistan a adhéré au PPP en 2002). Au Sommet d'Istanbul de 2004, les dirigeants des pays de l'OTAN ont décidé de faire du partenariat avec l'Asie centrale et le Caucase une priorité de l'Alliance.

Les relations entre chacun de ces pays et l'OTAN ont évolué différemment, puisque les pays partenaires choisissent librement et individuellement les modalités et les domaines de coopération avec l'Alliance. En plus de leur coopération avec l'OTAN, plusieurs partenaires d'Asie centrale participent aussi à d'autres organisations de sécurité régionales. L'OTAN ne voit pas de contradiction entre leur coopération avec l'Alliance et leur souhait d'établir des relations solides avec d'autres organisations.

La promotion de la sécurité dans la région – Un enjeu important

Voie de passage de la Route de la soie, qui a favorisé l'échange de biens, de connaissances et d'idées entre l'Europe et l'Extrême-orient, l'Asie centrale a toujours revêtu une importance considérable. C'est encore le cas aujourd'hui.

Dans le contexte de sécurité actuel, les pays membres de l'OTAN sont confrontés aux mêmes grands défis de sécurité que leurs partenaires d'Asie centrale. Les menaces que constituent le terrorisme, l'extrémisme religieux, les conflits ethniques, les États déchus, la prolifération des armes de destruction massive et le trafic de stupéfiants ne connaissent pas de frontières et ne peuvent être contrées que par une action concertée dans le cadre d'une coopération internationale.

Nombre de ces défis de sécurité se sont manifestés en Afghanistan, pays qui est depuis quelques années au cœur des préoccupations de sécurité de l'OTAN. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 contre les États-Unis ont été orchestrés par Al-Qaida depuis sa base dans ce pays. Ces attentats ont démontré l'indivisibilité de la sécurité dans la région euro-atlantique, tout en braquant l'attention du monde entier sur l'Asie centrale. L'engagement de l'OTAN dans la région s'est accru lorsqu'elle a pris, en août 2003, le commandement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan.

La FIAS a pour mission d'aider les autorités afghanes à forger une paix durable dans le pays, qui se remet de plusieurs décennies de guerre civile, et de l'empêcher de devenir à nouveau un sanctuaire pour les terroristes. Le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont des frontières communes avec l'Afghanistan et l'OTAN doit entretenir des partenariats solides avec ces voisins de l'Afghanistan pour assurer le soutien de la mission de la FIAS.

Or ces pays ne se contentent pas d'apporter un soutien logistique à la FIAS (voir p. 6). En effet, étant donné la diversité de la composition ethnique de l'Afghanistan, les pays d'Asie centrale ont des liens avec d'importantes communautés et acteurs locaux de premier plan, ce qui peut avoir une incidence positive sur la stabilisation et la reconstruction de l'Afghanistan. Il est aussi dans l'intérêt des pays d'Asie centrale de voir la situation en Afghanistan se stabiliser – ils veulent empêcher l'instabilité de se propager chez eux et sont eux-mêmes confrontés au trafic de stupéfiants afghans.

La sécurité énergétique est une autre question qui touche à la fois l'Asie centrale et les Alliés ; le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan disposent en effet d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel. Promouvoir la sécurité dans la région est dans l'intérêt des pays importateurs d'énergie, qui cherchent à diversifier leurs sources et leurs voies d'approvisionnement, mais aussi des pays exportateurs d'énergie et des pays de transit, qui doivent assurer la sécurité de leurs infrastructures industrielles et de leurs pipelines.

Le cadre de la coopération

Le programme du Partenariat pour la paix (PPP) se fonde sur le principe d'un partenariat qui s'établit entre chaque pays partenaire et l'OTAN. La coopération est adaptée aux besoins de chaque pays, à ses aptitudes et à ses ambitions, et elle est mise en œuvre conjointement avec le gouvernement du pays participant. Pour établir un programme de coopération de deux ans – le programme de partenariat individuel – les partenaires choisissent des activités dans la longue liste qui leur est proposée.

Les activités en question concernent pratiquement tous les domaines d'activité de l'OTAN, qu'il s'agisse des travaux relatifs à la défense et à sa réforme, de la politique et de la planification de défense, des relations civilo-militaires, de la formation et de l'entraînement, de la coopération entre militaires et des exercices, des plans civils d'urgence et de la réaction en cas de catastrophe, ou de la coopération en matière scientifique et environnementale.



Le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaïev, et le secrétaire général de l'OTAN tiennent une conférence de presse au siège de l'Alliance, le 25 octobre 2010, à la sortie d'entretiens bilatéraux qui ont porté sur la coopération, notamment en matière de réforme de la défense et de soutien à l'opération dirigée par l'OTAN en Afghanistan.



Le président du Tadjikistan, M. Emomali Rahmon, rencontre le secrétaire général de l'OTAN à New York, le 22 septembre 2010, en marge de l'Assemblée générale annuelle des Nations Unies.



Le ministre de la Défense du Turkménistan, le général de division Yaylym Berdiyev, rencontre le secrétaire général de l'OTAN au siège de l'Alliance, le 12 février 2010, pour des entretiens bilatéraux sur la coopération.



Le président de l'Ouzbékistan, M. Islam Karimov, rencontre le secrétaire général de l'OTAN le 24 janvier 2011 pour discuter du soutien à l'Afghanistan et de l'approfondissement du partenariat et de la coopération en mode bilatéral entre son pays et l'OTAN.

Le programme individuel de coopération entre l'OTAN et chaque pays d'Asie centrale a évolué différemment, en fonction des besoins et des intérêts de chacun d'entre eux.

Particulièrement actif, le Kazakhstan participe à toutes les activités du partenariat et, en 2006, il est devenu l'un des cinq pays partenaires à avoir mis au point avec l'OTAN un plan d'action individuel pour le Partenariat (IPAP). Ce nouveau mécanisme du partenariat a été lancé par les Alliés après le Sommet de Prague de 2002, à l'intention des pays partenaires qui démontraient la volonté politique et la capacité d'approfondir leurs relations avec l'OTAN. L'IPAP est conçu à horizon de deux ans et de manière à regrouper les divers mécanismes de coopération qui sous-tendent l'interaction entre le Kazakhstan et l'Alliance dans un plan d'action ciblant les objectifs de réforme du pays. Aux termes de ces dispositions, le gouvernement kazakh énonce les plans, les priorités et le calendrier de ses réformes. L'OTAN convient de donner des avis ciblés et adaptés au pays, et les différents Alliés cherchent à coordonner leur aide bilatérale afin de mieux soutenir son travail de réformes internes. Le Kazakhstan, après avoir accepté deux IPAP consécutifs, était au printemps 2011 en pourparlers pour en adopter un troisième, renouvelant ainsi son engagement de partenariat avec l'OTAN.

La République kirghize s'intéresse de plus en plus aux activités de partenariat et elle a adhéré au processus de planification et d'examen (PARP) du PPP en 2007. Au lendemain des troubles politiques qui avaient secoué le pays en 2010, la visite rendue par la Présidente, Madame Roza Otunbayeva, au siège de l'OTAN en février 2011 a permis au nouveau gouvernement de réaffirmer sa volonté de maintenir les relations entre la République kirghize et l'Alliance.

Le Tadjikistan, qui a été le dernier pays d'Asie centrale à adhérer au PPP en 2002, développe ses activités de partenariat depuis lors, en mettant l'accent sur l'état de préparation et la réaction aux catastrophes (ce que l'on appelle, dans les milieux OTAN, « les plans civils d'urgence ») et sur les projets de démilitarisation relevant des fonds d'affectation spéciale OTAN/PPP (voir pp. 8-9).

La coopération du Turkménistan avec l'OTAN est plus limitée que celle des autres partenaires d'Asie centrale. Toutefois, ces dernières années, ce pays s'est montré plus réceptif à la coopération et au dialogue avec ses voisins et avec les organisations internationales, ce qui pourrait également ouvrir la voie à une coopération renforcée avec l'OTAN.

La coopération avec l'Ouzbékistan a pris un essor prometteur au cours des premières années du partenariat. Cependant, ces progrès ont marqué le pas depuis la polémique provoquée par les événements d'Andijan en mai 2005, à la suite desquels les pays de l'Alliance ont demandé une enquête internationale

indépendante. Néanmoins, la coopération se poursuit et les voies de communication restent ouvertes. On a pu observer récemment des signes encourageants faisant suite à des projets couronnés de succès.

Les valeurs du Partenariat

Plus encore que sur la coopération pratique, le Partenariat porte sur les valeurs. Quand les pays partenaires adhèrent au Partenariat pour la paix (PPP), ils signent le document cadre du PPP, s'engageant ainsi à respecter le droit international, la Charte de l'ONU, la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'Acte final d'Helsinki et les accords internationaux de désarmement et de maîtrise des armements ; ils s'engagent aussi à s'abstenir de recourir à la menace ou de faire usage de la force contre d'autres États, à respecter les frontières existantes et à régler pacifiquement les différends.

Le document cadre prévoit également que les pays membres de l'Alliance s'engagent à consulter tout pays partenaire qui constaterait l'existence d'une menace directe pour son intégrité territoriale, son indépendance politique ou sa sécurité. Ces engagements et l'ensemble du programme du PPP ont pour but de susciter la confiance et de favoriser la transparence, de réduire les menaces qui pèsent sur la paix et d'établir des relations de sécurité plus solides avec les Alliés et les autres pays partenaires. D'autres instruments, tels que l'IPAP, ouvrent largement la voie aux consultations politiques entre les pays partenaires et l'Alliance. Les chefs d'État et les ministres se rendent régulièrement au siège de l'OTAN pour y rencontrer le secrétaire général et les membres du Conseil de l'Atlantique Nord, principal organe décisionnel de l'Alliance.

La dimension multilatérale

Le Partenariat n'offre pas seulement un cadre pour la coopération bilatérale, mais aussi et surtout pour la coopération multilatérale. Cette dimension multilatérale trouve son expression dans le Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA), qui réunit les 28 pays membres de l'Alliance et 22 pays partenaires dans une enceinte vouée au dialogue et à la consultation. Le CPEA se réunit chaque mois au niveau des ambassadeurs et à intervalle régulier au niveau des ministres des Affaires étrangères, des ministres de la Défense et des chefs d'état-major de la défense ; il tient aussi parfois des réunions au sommet.

Les membres du CPEA procèdent régulièrement à des échanges de vues sur un grand nombre de questions de sécurité, notamment l'évolution de la situation de sécurité au Kosovo et en Afghanistan, où des soldats des pays de l'Alliance et des pays partenaires sont déployés ensemble pour maintenir la paix. Le CPEA a aussi



Tenue d'un atelier à l'occasion du Forum de sécurité du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA), organisé à Astana les 24 et 25 juin 2009 à l'invitation du Kazakhstan. Cette manifestation a réuni des représentants de haut niveau de l'OTAN et des pays partenaires, ainsi que des représentants d'autres organisations internationales, des universitaires, des représentants des milieux d'affaires et des journalistes.

La lutte contre le commerce des stupéfiants afghans

Environ 90 % de la production mondiale d'opium proviennent d'Afghanistan, ce qui pose un problème majeur à l'échelle internationale. Le commerce de la drogue est lié à la criminalité organisée et au financement du terrorisme, et la consommation de drogue pose d'énormes problèmes d'ordre sanitaire et social, qui dépassent les frontières des pays.

Les cinq partenaires d'Asie centrale participent à un projet pilote, lancé par le Conseil OTAN Russie (COR) en décembre 2005 et visant à former à la lutte antidrogue des personnels d'Afghanistan et d'Asie centrale. Cette initiative vise à développer des compétences locales et à favoriser la constitution de réseaux ainsi que la coopération au niveau régional, grâce au partage des compétences des Alliés et de la Russie avec des officiers de grade intermédiaire d'Afghanistan et des pays d'Asie centrale.

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) joue le rôle d'agent exécutif pour ce projet. La Russie et la Turquie ont organisé des stages destinés à des officiers originaires d'Afghanistan et d'Asie centrale, et des stages animés par des équipes mobiles sont aussi organisés sur le terrain. En 2010, les dirigeants du COR sont convenus d'élargir le champ d'action du projet afin d'accueillir des participants du Pakistan et d'accroître l'aide directe en vue du renforcement des capacités institutionnelles. Fin 2010, près de 1 250 officiers de la région avaient été formés dans le cadre de cette initiative.

lancé des initiatives visant à favoriser et à coordonner la coopération pratique et les échanges de compétences dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme, la sécurité des frontières et d'autres questions ayant trait à la prolifération des armes de destruction massive et des armes légères et de petit calibre.

Pour faciliter les consultations et la coopération, les cinq partenaires d'Asie centrale ont établi des représentations diplomatiques au siège de l'OTAN, à Bruxelles. De plus, le Kazakhstan, la République kirghize et le Turkménistan sont également représentés dans la Cellule de coordination du Partenariat implantée au Commandement allié Opérations – le Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe (SHAPE), à Mons (Belgique) – ce qui facilite leur participation aux formations et aux exercices.

Les principaux domaines de la coopération

La coopération entre l'OTAN et ses partenaires d'Asie centrale ne vise pas seulement à favoriser la transparence et à instaurer la confiance, elle a aussi pour objectifs prioritaires d'améliorer l'interopérabilité (l'aptitude des forces de ces pays à travailler avec celles des Alliés et des autres pays partenaires) dans les opérations de maintien de la paix, et de développer la coopération sur le plan pratique pour répondre aux défis de sécurité communs. Certains pays bénéficient aussi de conseils adaptés et d'un soutien à la réalisation de réformes dans les secteurs de la défense et de la sécurité. La préparation aux catastrophes et les questions scientifiques et environnementales comptent parmi les autres grands domaines de coopération. Des activités visant à sensibiliser le public aux avantages que présente la coopération avec l'OTAN sont en cours d'élaboration.

La coopération dans le domaine de la sécurité

Le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan apportent tous, sous une forme ou sous une autre, un soutien à l'opération dirigée par l'OTAN en Afghanistan – par exemple en autorisant le survol de leur territoire ou en louant des bases militaires à des pays de l'Alliance. La République kirghize héberge le centre de transit américain à l'aéroport de Manas-Bichkek, l'aéroport de Douchanbé au Tadjikistan accueille des avions militaires français, l'Allemagne utilise des infrastructures à Termez en Ouzbékistan, et jusqu'en décembre 2005, les États-Unis avaient également une base à Karchi-Khanabad en Ouzbékistan. Ajoutons que le Tadjikistan a signé en 2004 un accord de transit avec l'OTAN.

En 2010, le Kazakhstan a promis d'affecter un contingent d'officiers d'état-major comme première contribution de troupes à la mission de la FIAS, le déploiement de ces officiers en Afghanistan étant prévu en 2011.

Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan (ainsi que la Russie, le Bélarus et l'Ukraine) ont mis à disposition leur réseau ferroviaire pour permettre d'expédier en Afghanistan des approvisionnements non létaux ; le premier convoi a transité par ces pays en juin 2010. Le Kazakhstan a également mis en place en faveur de l'Afghanistan un programme d'assistance se montant à 3 millions de dollars sous forme de biens d'équipement, d'aide au secteur agricole, de construction d'écoles, d'hôpitaux et de voies ferrées. Des spécialistes d'Ouzbékistan ont participé à un certain nombre de projets d'infrastructure en Afghanistan, notamment la reconstruction de dix ponts qui relie le nord du pays à Kaboul. Le Tadjikistan, pour sa part, appuie les efforts visant à faciliter le mouvement des personnes et des biens à travers le fleuve Panj, qui marque la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Le gouvernement tadjik a collaboré avec le Réseau de développement de l'Aga Khan et avec le gouvernement afghan pour achever la construction de plusieurs ponts, et d'autres chantiers analogues suivront.

Les pays d'Asie centrale étant géographiquement proches de l'Afghanistan et connaissant eux-mêmes des problèmes d'extrémisme religieux, ont souhaité travailler avec les pays de l'OTAN pour mieux répondre à la menace du terrorisme. Certains partenaires d'Asie centrale contribuent à la lutte contre le terrorisme en participant au Plan d'action du Partenariat contre le terrorisme (PAP-T), qui a été lancé à la suite des attentats terroristes perpétrés en septembre 2001 contre les États-Unis. On peut citer parmi les domaines de coopération : le partage des données du renseignement, la formation et les exercices en vue de renforcer les capacités de lutte contre le terrorisme et le dispositif de sécurité des frontières. Il importe aussi d'améliorer la préparation à la gestion des conséquences d'une éventuelle attaque terroriste.

La réforme des secteurs de la défense et de la sécurité

La réforme des secteurs de la défense et de la sécurité est un domaine de coopération avec les pays partenaires dont l'importance ne cesse de croître, et dans lequel les partenaires peuvent faire appel à la vaste expérience de l'OTAN et des différents pays membres.

L'un des objectifs fondamentaux est d'améliorer l'aptitude des forces des pays partenaires à soutenir les opérations de gestion des crises et de maintien de la paix dirigées par l'OTAN. Grâce aux programmes bilatéraux et aux exercices multinationaux, les forces des pays partenaires apprennent à évoluer aux côtés des forces de l'OTAN. Il est par ailleurs indispensable qu'elles apprennent à parler une langue commune et qu'elles développent l'interopérabilité en appliquant des procédures normalisées.



Des soldats kazakhs défilent à l'occasion des cérémonies d'inauguration de Steppe Eagle 2010. Cet exercice d'entraînement multinational, organisé annuellement avec les forces américaines et britanniques dans l'esprit du Partenariat pour la paix, a pour objet d'améliorer les capacités interopératives des participants et d'aider les unités kazakhes à se préparer en vue de missions de maintien de la paix.

© DV/DS/Sgt. M Benjamin Gable



Une équipe kazakhe d'intervention d'urgence se tient au garde-à-vous durant la cérémonie de clôture de l'exercice sur le terrain de réaction en cas de catastrophe, Zhetysu 2009, organisé par l'EADRCC du 5 au 10 septembre 2009 dans la province d'Almaty, au Kazakhstan. L'exercice, qui a réuni un millier de participants dont plus de 500 Kazakhs, avait pour scénario un violent séisme ayant fait un nombre élevé de victimes et provoqué des dégâts sur grande échelle à des infrastructures critiques, et notamment des déversements de produits chimiques.

Parmi les autres domaines de coopération prioritaire avec les partenaires dans les secteurs de la défense et de la sécurité, on peut citer une gestion efficace – notamment au plan de la rationalisation des coûts – des institutions de défense ainsi que le contrôle civil et démocratique des forces armées.

Alors que la plupart des autres pays partenaires cherchent, dans le cadre des réformes du secteur de la défense et de la transformation militaire, à réduire ou à adapter les structures de sécurité existantes, la situation en Asie centrale est quelque peu différente. De nombreux pays de la région ont dû reconstituer entièrement leurs cadres d'officiers, c'est-à-dire en assurer non seulement le recrutement mais également la formation. En outre, la refonte structurelle des ministères de la Défense n'a guère facilité la promotion, au fil des réformes, du nécessaire contrôle parlementaire et civil, ni celle de la planification et de l'affectation transparentes des ressources dans le domaine de la défense.

Les partenaires peuvent envisager des réformes plus spécifiques et plus techniques grâce, notamment, à un instrument qui a fait ses preuves : le processus de planification et d'examen (PARP) du PPP. Ce processus contribue à définir, à développer et à évaluer les forces et les capacités susceptibles d'être mises à disposition pour les opérations de soutien de la paix dirigées par l'OTAN. Le PARP offre aussi aux partenaires un cadre qui leur permet de mettre en place des forces armées efficaces, d'un coût abordable et viables, tout en promouvant des initiatives de réforme de la défense plus ambitieuses. Dans le cadre du PARP, les objectifs de planification sont négociés avec chaque pays participant et des bilans annuels permettent de mesurer l'état d'avancement des travaux. À ce jour, seuls deux pays d'Asie centrale ont décidé de participer au PARP, qui est proposé aux pays partenaires à titre facultatif : le Kazakhstan y a adhéré en 2002, et la République kirghize en 2007.

Le Kazakhstan cherche à partager son expérience du PARP dans la région ; il a par exemple organisé une conférence régionale sur le sujet. En outre, l'OTAN a officiellement reconnu, en décembre 2010, l'établissement à Almaty, d'un centre de formation et d'entraînement PPP qui offre une formation linguistique et une sensibilisation au contexte culturel de l'Asie centrale.

Grâce à l'action du gouvernement kazakh en faveur de l'interopérabilité avec les troupes de l'OTAN, on a assisté à la création d'un bataillon kazakh (KAZBAT), puis d'une brigade kazakhe (KAZBRIG), qui ont bénéficié de l'aide des pays de l'OTAN. La République kirghize et le Tadjikistan ont aussi déclaré qu'ils mettaient un certain nombre d'unités à disposition pour une participation éventuelle à des opérations et des exercices OTAN/PPP.

L'Alliance s'efforce parallèlement de soutenir en priorité les projets de démilitarisation des pays partenaires par le biais des fonds d'affectation spéciale OTAN/PPP ; ces fonds ont pour objet d'aider les partenaires à détruire en toute sécurité les stocks excédentaires ou périmés de mines terrestres, de munitions et d'armes légères et de petit calibre ; ils visent également à les aider à gérer les conséquences de la réforme de la défense. Financés par des contributions volontaires des différents pays alliés et partenaires, ces projets impliquent généralement une coopération étroite avec d'autres organisations compétentes. Au Tadjikistan, un nouveau projet relevant d'un fonds d'affectation spéciale, piloté par le Royaume Uni et comptant le Japon parmi ses principaux contributeurs, permettra de procéder à l'élimination de munitions inutilisables et de passer en revue des dépôts d'armes et de munitions dans les régions frontalières. Cette initiative prolonge les progrès accomplis par le pays en 2004 lorsqu'il a détruit son stock restant de mines antipersonnel (au nombre de 1 200), conformément aux obligations qu'il avait contractées aux termes de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert de mines antipersonnel et sur leur destruction.

La préparation et la réaction aux catastrophes

Les pays les mieux préparés peuvent se retrouver désemparés face à des catastrophes naturelles ou anthropiques. Les répercussions de ces catastrophes franchissent souvent les frontières et peuvent ainsi menacer la sécurité et la stabilité de régions entières. C'est pourquoi il est essentiel de coopérer pour se préparer correctement aux catastrophes et intervenir efficacement – ce qu'on appelle à l'OTAN les « plans civils d'urgence ». Cette coopération fait donc partie intégrante des activités de partenariat. Plusieurs partenaires d'Asie centrale s'emploient, en coopération avec l'OTAN, à améliorer leurs capacités nationales de préparation et de réaction en cas de catastrophe. De nombreuses activités dans ce domaine sont entreprises dans le cadre du Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC).

L'EADRCC a été créé en 1998 pour assurer la coordination entre les pays du CPEA, des secours en cas de catastrophe. Il a par exemple contribué à coordonner l'assistance au profit de la République kirghize lorsque le gouvernement a demandé de l'aide après les graves inondations ayant frappé le sud du pays en 2005 et après les chutes de neige dévastatrices de 2006.

La plupart des pays d'Asie centrale participent à des activités et à des exercices organisés par l'EADRCC. Les exercices permettent d'évaluer les moyens mis en œuvre et de déterminer les domaines dans lesquels il faudra coopérer davantage à l'avenir. Ces dernières années, la plupart des activités de l'EADRCC, y compris un certain nombre d'exercices, ont été entrepris, organi-



© OTAN

Des équipes de secours ouzbèkes viennent en aide aux victimes au cours de l'exercice Ferghana 2003, premier exercice organisé par l'EADRCC en Asie centrale, qui s'est déroulé du 28 au 30 avril 2003 dans la vallée de Ferghana en Ouzbékistan. L'exercice avait comme scénario un séisme dévastateur accompagné de glissements de terrain. Il a réuni un millier de participants de l'Ouzbékistan et 225 participants provenant de 19 autres pays.



© OTAN

Des sauveteurs ouzbeks et kazakhs travaillent au coude à coude durant l'exercice Ferghana 2003.

La destruction en toute sécurité du *melanj* (comburant du propergol) en Ouzbékistan

Le *melanj*, comburant du propergol extrêmement toxique, était dans le passé utilisé par les forces soviétiques comme oxydant liquide pour la propulsion des missiles. Il en existe encore des milliers de tonnes dans plusieurs anciens membres de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie. À certains endroits, ce liquide-hautement-corrosif s'échappe des conteneurs de stockage et se répand dans les sols, qu'il pollue, et expose les eaux souterraines à une possible contamination. Ses vapeurs nocives de couleur brunâtre, produites par le contact entre l'acide nitrique et l'air, peuvent également causer des difficultés respiratoires et provoquer des pluies toxiques.

En Ouzbékistan, les stocks de *melanj* ont été neutralisés et convertis en engrais faiblement dosé grâce à une installation mobile dont la mise au point a été financée par le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité (SPS), et qui avait donné d'excellents résultats en Azerbaïdjan. C'est dans la région de Samarcande qu'ont démarré, en novembre 2008, les travaux de neutralisation et de conversion de 1 100 tonnes de *melanj*. L'investissement consenti pour le projet a été de 1,2 million d'euros, auquel s'est ajoutée une contribution substantielle du gouvernement ouzbek. Le projet s'est achevé en octobre 2010.

sés et menés dans les pays partenaires. Cela témoigne de l'intérêt que portent les partenaires à la coopération dans le domaine des plans civils d'urgence, qui représente la principale composante non militaire des activités du PPP.

L'Ouzbékistan a organisé en 2003, dans la vallée de Ferghana, un exercice de réaction en cas de catastrophe. Le scénario de cet exercice prévoyait un séisme et des glissements de terrain catastrophiques ayant fait de nombreuses victimes et provoqué d'importants dégâts ; un appel à l'aide internationale avait donc été lancé. Le but de l'exercice était de mettre à profit les enseignements tirés par l'Ouzbékistan et les autres partenaires de la région, notamment le Kazakhstan, la République kirghize et le Tadjikistan, s'agissant de réagir à ce type de catastrophe naturelle. Il a également permis aux pays d'appliquer les procédures de l'EADRCC et d'évaluer les capacités en matière d'intervention multilatérale. Le Kazakhstan a organisé un exercice analogue en 2009.

Le Turkménistan a également reçu une assistance de la part de l'OTAN en 2009, lors de la planification d'un nouveau ministère chargé des situations d'urgence, sous la forme d'un séminaire d'experts sur la planification civile d'urgence. Le nouvel organisme, intitulé Centre de planification d'urgence et rattaché au ministère de la Défense, a été inauguré en 2011.

La science et l'environnement

Les scientifiques et les chercheurs des pays d'Asie centrale bénéficient de possibilités offertes dans le cadre du programme pour la science au service de la paix et de la sécurité (SPS), qui encourage la collaboration, la constitution de réseaux et la mise en place de capacités entre les scientifiques des pays de l'OTAN et des pays partenaires. La recherche, les séminaires, les ateliers et les études conjointes sur les questions scientifiques liées à la sécurité et sur les problèmes écologiques comptent parmi les activités qui bénéficient d'un soutien.

La collaboration est une tradition chez les scientifiques mais aussi une obligation pour les progrès de la science. Les réseaux créés répondent aussi à un objectif politique, s'agissant d'instaurer l'entente et la confiance entre des communautés issues de cultures et de traditions différentes. Enfin, la mise en commun et le transfert de technologies permettent d'aider les partenaires à répondre à leurs priorités particulières.

En dehors des projets axés sur la recherche dans des domaines spécifiques, le programme SPS cherche aussi à renforcer les communautés scientifiques et universitaires dans les pays d'Asie centrale. En Ouzbékistan, l'OTAN a octroyé plus de 50 bourses destinées à appuyer la recherche en collaboration et les projets consacrés à l'environnement. Le projet "Route de la soie virtuelle",

aujourd'hui achevé, a amélioré l'accès à l'internet des établissements de recherche de l'ensemble de l'Asie centrale et du Caucase.

Les projets au titre du SPS portent également sur des domaines tels que la surveillance des radiations émises dans toute l'Asie centrale et comportent des sessions de formation et des séminaires sur la sécurisation des réseaux cybernétiques. Enfin, l'un des projets les plus importants, achevé en 2010, concernait la destruction, en Ouzbékistan, de stocks dangereux et non protégés de *melanj*, un oxydant de comburant pour missiles.

L'information du public

Ces dernières années, la coopération avec les partenaires d'Asie centrale s'est accrue dans le domaine de l'information du public. La coopération se poursuit avec le Kazakhstan, la République kirghize et le Tadjikistan afin d'établir des relations avec les universités, les organisations non gouvernementales, la presse et les médias pour mieux sensibiliser le public à l'Alliance et aux avantages d'une coopération avec l'OTAN, et pour engager le dialogue avec la société civile sur les grandes questions de sécurité euro-atlantique. Avec l'appui de l'OTAN et en coopération avec les autorités nationales, des organisations non gouvernementales locales organisent de nombreuses activités – séminaires, conférences et ateliers.

Des universitaires, des diplomates, des responsables gouvernementaux et des étudiants de ces pays sont aussi régulièrement invités au siège de l'OTAN où ils entendent des exposés sur l'Alliance. Au Kazakhstan, un centre d'information sur l'OTAN a été ouvert voici quatre ans à Almaty pour améliorer l'accès à la documentation et aux publications.

La coopération dans ce domaine est moins développée avec le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Cependant, des groupes de faiseurs d'opinion et de responsables sont parfois invités au siège de l'OTAN. Des responsables de l'Organisation se rendent aussi dans la région pour y rencontrer les représentants de certains ministères et prendre la parole lors de manifestations importantes.

Le projet de Route de la soie virtuelle

Approuvé en 2001, le projet de Route de la soie virtuelle a été lancé par l'OTAN pour équiper les pays d'Asie centrale et du Caucase d'une bande passante internet à haute vitesse destinée aux écoles et aux universités.

Outre la fourniture d'une technologie de pointe via satellite dans huit pays (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan et Turkménistan), des réseaux nationaux de recherche et d'éducation (NREN) ont été créés, afin de répondre aux besoins de mise en réseau des institutions participantes.



En 2006, suite au succès rencontré, le programme a été étendu afin d'inclure des écoles et universités afghanes à Kaboul et dans d'autres régions (SILK-Afghanistan), et il se ramifie aujourd'hui à travers tout le pays. Dans le reste de l'Asie centrale, la supervision du projet a été transférée en 2010 à l'Union européenne.

- 1992 Le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan adhèrent au Conseil de coopération nord-atlantique.
- 1994 Le Kazakhstan, la République kirghize, le Turkménistan et l'Ouzbékistan signent le document cadre du Partenariat pour la paix (PPP).
- 2001 À la suite des attentats terroristes du 11 septembre, les partenaires d'Asie centrale s'associent aux membres du Conseil de partenariat euro-atlantique pour condamner les attentats et s'engager à combattre le terrorisme. Peu après, des droits de survol, des bases et d'autres moyens en Asie centrale sont mis à la disposition de l'opération de coalition dirigée par les États-Unis en Afghanistan.
- 2002 Le Tadjikistan adhère au Partenariat pour la paix.
Le Kazakhstan commence à participer au processus de planification et d'examen du PPP.
- 2003 L'Ouzbékistan organise un exercice de réaction en cas de catastrophe, Ferghana 2003.
L'OTAN assume la direction de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan – tous les partenaires d'Asie centrale soutiennent la mission.
Achèvement du projet Route de la soie virtuelle.
- 2004 Le Sommet d'Istanbul accorde une attention particulière au Caucase et à l'Asie centrale.
Le Tadjikistan signe un accord de transit avec l'OTAN pour les opérations en Afghanistan.
Avec le soutien d'un modeste fonds d'affectation spéciale du PPP, le Tadjikistan achève de détruire plus de 1 200 mines terrestres.
- 2006 Le Kazakhstan établit son premier plan d'action individuel pour le Partenariat.
- 2007 La République kirghize commence à participer au processus de planification et d'examen du PPP.
- 2009 Ouverture d'une bibliothèque dépositaire des publications de l'OTAN à l'Académie diplomatique de Bichkek, en République kirghize.
Le Kazakhstan organise à Astana le Forum de sécurité du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA), ainsi que l'exercice de réaction en cas de catastrophe Zhetysu 2009.
- 2010 L'OTAN parachève avec l'Ouzbékistan les dispositions permettant le transit par voie ferroviaire de cargaisons non létales destinées à la FIAS.
Le Kazakhstan promet une première contribution de troupes à la FIAS, avec déploiement prévu en 2011.
Achèvement d'un projet de destruction de comburant de propergol (*melanj*) en Ouzbékistan.
- 2011 Au Tadjikistan, lancement d'un nouveau projet relevant d'un fonds d'affectation spéciale pour éliminer des munitions inutilisables et passer en revue les dépôts d'armes et de munitions des régions frontalières.

On peut consulter les publications de l'OTAN sur l'e-Bookshop à l'adresse suivante : www.nato.int/ebookshop